

**LES  
CARRÉS**



**2022-2023  
14<sup>e</sup> édition**

# **L'essentiel** du **DROIT DES SUCCESSIONS**

**Corinne Renault-Brahinsky**

**G***ualino* un savoir-faire de  
**Lextenso**



2022-2023  
14<sup>e</sup> édition

# L'essentiel

du

# DROIT DES SUCCESSIONS

Corinne Renault-Brahinsky

 *Gualino* un savoir-faire de  
 Lextenso

# LES CARRÉS



Cette collection de livres présente de manière synthétique, rigoureuse et pratique l'ensemble des connaissances que l'étudiant doit posséder sur le sujet traité. Elle couvre :

- le Droit et la Science Politique,
- les Sciences économiques,
- les Sciences de gestion,
- les concours de la Fonction publique.

**Corinne Renault-Brahinsky**, est Docteure en droit et auteure de nombreux livres de droit à destination des étudiants en droit (licence et master). Retrouvez-la sur Twitter (@CorinneRB) ou sur Facebook (L'auteur Corinne Renault-Brahinsky).

## Du même auteur, chez le même éditeur :

### Collection « Carrés Rouge »

- L'essentiel du Droit de la peine, 3<sup>e</sup> éd. 2022.
- L'essentiel du Droit des personnes, 16<sup>e</sup> éd. 2022-2023.
- L'essentiel du Droit de la famille, 21<sup>e</sup> éd. 2022-2023.
- L'essentiel du Droit des obligations, 18<sup>e</sup> éd. 2022-2023.
- L'essentiel de la Procédure pénale, 22<sup>e</sup> éd. 2022-2023.
- L'essentiel du Droit des successions, 14<sup>e</sup> éd. 2022-2023.
- L'essentiel du Droit des régimes matrimoniaux, 14<sup>e</sup> éd. 2022-2023.
- L'essentiel des Grands arrêts du droit des obligations, 4<sup>e</sup> éd. 2022-2023.
- L'essentiel de la Réforme du droit des obligations, 2<sup>e</sup> éd. 2018.

### Collection « Mémentos »

- Droit des régimes matrimoniaux, 13<sup>e</sup> éd. 2022-2023.
- Droit des obligations, 19<sup>e</sup> éd. 2022-2023.
- Procédure pénale, 23<sup>e</sup> éd. 2022-2023.
- Droit des personnes et de la famille, 21<sup>e</sup> éd. 2022-2023.
- Droit des successions, 13<sup>e</sup> éd. 2022-2023.

### Collection « Droit en poche »

- La réforme de la justice des mineurs, 2<sup>e</sup> éd. 2021.
- La loi de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice décryptée, 2019.
- Le nouveau divorce sans juge, 2017.
- Le nouveau droit des contrats, 2<sup>e</sup> éd. 2018.



© 2022, Gualino, Lextenso  
1, Parvis de La Défense  
92044 Paris La Défense Cedex  
EAN 9782297176378

Suivez-nous sur



[www.gualino.fr](http://www.gualino.fr)

Contactez-nous [gualino@lextenso.fr](mailto:gualino@lextenso.fr)

# PRÉSENTATION

Le droit des successions est au cœur du droit civil, qu'il s'agisse du droit des personnes, du droit de la famille, du droit des biens, ou du droit des obligations. Après une longue période de stabilité, il a été largement transformé par les lois des 3 décembre 2001 et 23 juin 2006. Les lois du 12 mai 2009, du 16 mai 2015, du 18 novembre 2016 et du 23 mars 2019 ont apporté quelques retouches et précisions, de même que la réforme du droit des contrats par l'ordonnance du 10 février 2016.

Cet ouvrage présente l'ensemble des connaissances indispensables en matière de droit des successions à destination des étudiants en droit (licence, master), des candidats aux divers concours administratifs comportant cette épreuve mais également des étudiants préparant le concours d'entrée à l'École nationale de la magistrature ou l'examen d'entrée au Centre de formation professionnelle des avocats. D'une manière générale, il concerne tous ceux qui désirent, dans leur vie quotidienne, mieux connaître et comprendre leurs droits comme leurs devoirs.

Sont successivement développés :

- **les principes généraux** : l'ouverture de la succession, les conditions nécessaires pour succéder, le classement des héritiers ;
- **la dévolution successorale** : les droits des descendants, ascendants et collatéraux en l'absence de conjoint survivant, la vocation successorale du conjoint survivant, la protection du conjoint survivant, les droits de l'État, les successions anormales ;
- **le pouvoir de la volonté** : les libéralités, les pactes sur succession future, la réserve et la quotité disponible ;
- **les prémices du règlement successoral** : l'exercice des droits par les héritiers, l'option successorale, l'acceptation pure et simple, l'acceptation à concurrence de l'actif net, la renonciation, l'indivision successorale ;
- **la liquidation de la succession** : la détermination de la masse partageable, la protection de la réserve, la liquidation des droits du conjoint survivant, le partage.

L'ouvrage est à jour de la *loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République*.



# PLAN DE COURS

Présentation	3
--------------	---

## PARTIE 1

### Principes généraux

<b>Chapitre 1 – L’ouverture de la succession</b>	<b>21</b>
<i>1 – Les causes d’ouverture de la succession</i>	21
<i>2 – La date d’ouverture de la succession</i>	21
<i>3 – Le lieu d’ouverture de la succession</i>	22
<b>Chapitre 2 – Les conditions nécessaires pour succéder</b>	<b>25</b>
<i>1 – L’existence de l’héritier</i>	25
■ <i>La conception</i>	25
■ <i>La naissance</i>	25
■ <i>L’absence</i>	26

<b>2 – L’absence d’indignité</b>	<b>26</b>
■ <i>Les cas d’indignité</i>	26
■ <i>Les effets de l’indignité</i>	27
<b>Chapitre 3 – Le classement des héritiers</b>	<b>29</b>
<hr/>	
<b>1 – Le lien de famille</b>	<b>29</b>
■ <i>Les rapports de parenté</i>	29
a) Le cercle de famille et la limitation de la succession	29
b) Les subdivisions	29
■ <i>Les rapports de mariage</i>	30
a) La succession et le régime matrimonial	30
b) Les conditions de prise en compte du mariage	30
<b>2 – Le classement des membres de la famille</b>	<b>31</b>
■ <i>L’ordre</i>	31
a) L’ordre des héritiers en l’absence de conjoint survivant	31
b) L’ordre des héritiers en présence d’un conjoint survivant	32
■ <i>Le degré</i>	32
■ <i>La représentation successorale</i>	33
a) Le domaine de la représentation	33
b) Les conditions de la représentation	34
c) Les effets de la représentation	34
■ <i>La fente successorale</i>	35

## PARTIE 2

# La dévolution successorale en l'absence d'un conjoint survivant

<b>Chapitre 4 – Les droits des descendants</b>	<b>39</b>
<i>1 – Les principes de dévolution successorale dans l'ordre des descendants</i>	39
<i>2 – Les spécificités applicables à l'adopté</i>	39
■ <i>L'héritier adopté</i>	40
■ <i>Le de cujus adopté</i>	40
<b>Chapitre 5 – Les droits des ascendants et collatéraux privilégiés</b>	<b>41</b>
<i>1 – Le défunt laisse des ascendants privilégiés</i>	41
■ <i>Le de cujus laisse à la fois son père et sa mère</i>	41
a) Les ascendants privilégiés en l'absence d'autres successibles	41
b) Les ascendants privilégiés en présence de collatéraux privilégiés	42
■ <i>Le de cujus laisse son père ou sa mère</i>	42
a) L'ascendant privilégié en l'absence d'autres successibles	42
b) L'ascendant privilégié en présence de collatéraux privilégiés	42
c) L'ascendant privilégié en présence d'ascendants ordinaires	43
d) L'ascendant privilégié en présence de collatéraux ordinaires	43
<i>2 – Le défunt laisse des collatéraux privilégiés</i>	44
<b>Chapitre 6 – Les droits des ascendants et des collatéraux ordinaires</b>	<b>45</b>
<i>1 – Le défunt laisse des ascendants ordinaires</i>	45
■ <i>L'existence d'ascendants dans les deux lignes</i>	45
■ <i>L'existence d'ascendants ordinaires dans une ligne et de collatéraux ordinaires dans l'autre</i>	46

<b>2 – Le défunt ne laisse que des collatéraux ordinaires</b>	<b>46</b>
■ <i>L'existence de collatéraux ordinaires dans les deux lignes</i>	46
■ <i>L'existence de collatéraux ordinaires dans une seule ligne</i>	46

## **PARTIE 3**

### **La dévolution successorale en présence d'un conjoint survivant**

<b>Chapitre 7 – La vocation successorale du conjoint survivant</b>	<b>49</b>
<hr/>	
<b>1 – La vocation successorale du conjoint survivant en présence de descendants</b>	<b>49</b>
■ <i>Première hypothèse : tous les enfants du de cujus sont issus des deux époux</i>	49
■ <i>Deuxième hypothèse : certains enfants du de cujus ne sont pas issus des deux époux</i>	50
<b>2 – La vocation successorale du conjoint survivant en présence de la mère ou du père du de cujus</b>	<b>50</b>
■ <i>La vocation successorale du conjoint survivant en présence des deux parents du de cujus</i>	50
■ <i>La vocation successorale du conjoint survivant en présence du père ou de la mère du de cujus</i>	51
<b>3 – La vocation successorale du conjoint survivant en présence d'autres héritiers</b>	<b>51</b>
<b>Chapitre 8 – La protection du conjoint survivant</b>	<b>53</b>
<hr/>	
<b>1 – Le droit au logement</b>	<b>53</b>
■ <i>Le droit temporaire au logement</i>	53
■ <i>Le droit viager au logement</i>	54

<b>2 – Les autres modalités de protection du conjoint survivant</b>	<b>54</b>
■ <i>Le droit à une pension alimentaire</i>	54
a) Les conditions	55
b) Les modalités	55
■ <i>L'attribution préférentielle</i>	55
■ <i>Le droit de créance du conjoint pour sa participation à l'activité professionnelle du de cujus</i>	55

## **Chapitre 9 – Les droits de l'État sur la succession** **57**

---

<b>1 – Les successions vacantes</b>	<b>57</b>
■ <i>L'ouverture de la curatelle</i>	57
a) Les cas d'ouverture	57
b) Les formalités d'ouverture	57
c) L'inventaire	58
■ <i>Les pouvoirs du curateur</i>	58
a) Au moment de la désignation	58
b) Pendant les six mois suivant l'ouverture de la succession	59
c) À l'issue du délai de 6 mois	59
■ <i>Le paiement des créanciers</i>	59
■ <i>La reddition des comptes</i>	60
■ <i>La fin de la curatelle</i>	61
<b>2 – Les successions en déshérence</b>	<b>61</b>
■ <i>Les hypothèses</i>	61
■ <i>L'envoi en possession</i>	61
■ <i>La fin de la déshérence</i>	61

## **Chapitre 10 – Les successions anormales** **63**

---

<b>1 – Le principe du droit de retour légal</b>	<b>63</b>
<b>2 – Le droit de retour en cas d'adoption simple</b>	<b>63</b>
■ <i>Les conditions du droit de retour légal</i>	63
■ <i>Les modalités du droit de retour</i>	64

<b>3 – Le droit de retour des collatéraux privilégiés</b>	<b>64</b>
■ <i>Les conditions du droit de retour</i>	64
■ <i>Les modalités du droit de retour</i>	65
<b>4 – Le droit de retour des père et mère</b>	<b>65</b>
■ <i>Conditions</i>	65
■ <i>Effets</i>	65

## **PARTIE 4**

### **Le pouvoir de la volonté**

<b>Chapitre 11 – Les libéralités</b>	<b>69</b>
<b>1 – Les règles communes aux libéralités</b>	<b>69</b>
■ <i>La notion de libéralité</i>	69
■ <i>Les conditions de validité des libéralités</i>	69
a) <i>Le consentement</i>	70
b) <i>La capacité</i>	71
c) <i>Le contenu de la libéralité</i>	75
■ <i>Les conditions et charges de la libéralité</i>	75
a) <i>Les notions de condition et de charge de la libéralité</i>	75
b) <i>Les conditions de validité des conditions et charges</i>	76
c) <i>La révision des modalités et charges</i>	76
<b>2 – Les différentes formes de libéralités</b>	<b>77</b>
■ <i>La donation</i>	77
a) <i>Les conditions de validité des donations</i>	77
b) <i>Les effets de la donation</i>	79
■ <i>Le testament</i>	80
a) <i>Les formes du testament</i>	80
b) <i>Le contenu du testament</i>	82

■ <i>Les autres formes de libéralités</i>	83
a) Les donations entre époux	83
b) Les libéralités-partage	85
c) Les libéralités graduelles et résiduelles	87

## **Chapitre 12 – Les pactes sur succession future** **89**

---

### **1 – La notion de pacte sur succession future** **89**

### **2 – Les conventions permises** **90**

■ <i>La promesse post mortem</i>	90
■ <i>Le partage d'ascendant</i>	90
■ <i>Les institutions contractuelles</i>	90
■ <i>La clause commerciale</i>	91
■ <i>La clause de tontine</i>	91
■ <i>La renonciation anticipée à l'action en réduction : le pacte de famille</i>	91
■ <i>La clause de réversibilité</i>	91

## **Chapitre 13 – La réserve et la quotité disponible** **93**

---

### **1 – La notion de réserve** **93**

### **2 – Les héritiers réservataires** **94**

■ <i>Le cercle restreint des héritiers réservataires</i>	94
a) Les descendants	94
b) Le conjoint survivant	94
■ <i>La nécessité de venir à la succession</i>	94

### **3 – Le taux de la réserve** **94**

■ <i>La quotité disponible ordinaire</i>	95
a) Les descendants	95
b) Le conjoint survivant	96
■ <i>La quotité disponible spéciale entre époux</i>	96
■ <i>La combinaison des quotités disponibles</i>	96

**PARTIE 5**

**Les prémices du règlement successoral**

<b>Chapitre 14 – L’exercice des droits par les héritiers</b>	<b>101</b>
<hr/>	
<b>1 – Les successeurs saisis</b>	<b>101</b>
■ <i>La titularité de la saisine</i>	101
■ <i>La preuve des droits de l’héritier</i>	102
a) <i>La preuve sur titre</i>	103
b) <i>La preuve contentieuse : l’action en pétition d’hérédité</i>	104
<b>2 – Les effets de la saisine</b>	<b>105</b>
■ <i>L’étendue des prérogatives</i>	105
■ <i>Les caractères des prérogatives</i>	105
<b>Chapitre 15 – Le droit d’opter de l’héritier</b>	<b>107</b>
<hr/>	
<b>1 – Les caractères du droit d’opter</b>	<b>107</b>
<b>2 – Les modalités du droit d’opter</b>	<b>108</b>
■ <i>Les conditions de validité de l’option de l’héritier</i>	108
■ <i>Les conditions de délai</i>	109
a) <i>Les principes généraux</i>	109
b) <i>L’action interrogatoire</i>	109
<b>Chapitre 16 – Les modalités de l’option</b>	<b>111</b>
<hr/>	
<b>1 – L’acceptation pure et simple</b>	<b>111</b>
■ <i>Les formes de l’acceptation pure et simple</i>	111
a) <i>L’acceptation expresse</i>	111
b) <i>L’acceptation tacite</i>	111
c) <i>L’acceptation forcée : le recel successoral</i>	112

■ <i>Les effets de l'acceptation pure et simple</i>	113
a) Les effets généraux	113
b) Le règlement du passif successoral	113
c) Le droit de préférence ou « séparation des patrimoines »	114
<b>2 – L'acceptation à concurrence de l'actif net</b>	<b>115</b>
■ <i>Les conditions de l'acceptation à concurrence de l'actif net</i>	115
a) Les conditions de fond	115
b) Les conditions de forme	116
■ <i>Les effets de l'acceptation à concurrence de l'actif net</i>	116
a) La séparation des patrimoines	116
b) La déclaration de créance	117
c) L'arrêt ou l'interdiction des voies d'exécution et inscriptions de sûretés	117
d) L'administration des biens successoraux	117
e) La liquidation de l'hérédité	118
■ <i>La révocation de l'acceptation à concurrence de l'actif net</i>	119
<b>3 – La renonciation</b>	<b>119</b>
■ <i>Les conditions de la renonciation</i>	119
a) Les conditions de fond	119
b) Les conditions de forme	120
■ <i>Les effets de la renonciation</i>	120
a) Les effets généraux de la renonciation	120
b) La révocation de la renonciation	121
<b>Chapitre 17 – L'indivision successorale</b>	<b>123</b>
<b>1 – L'indivision légale</b>	<b>123</b>
■ <i>Les modalités de gestion de l'indivision</i>	123
a) Les actes accomplis par un indivisaire seul	123
b) Les actes soumis à la majorité des deux tiers	123
c) Les actes soumis à l'unanimité	124
d) La nécessité ponctuelle d'une autorisation de justice	124

■ <i>Les droits des indivisaires</i>	124
a) Le droit d'usage et de jouissance	124
b) La conservation et l'amélioration des biens indivis	125
c) La perception des fruits et revenus de l'indivision	125
d) Les pouvoirs de l'indivisaire sur sa part	125
<b>2 – L'indivision conventionnelle</b>	<b>125</b>
■ <i>La forme de la convention d'indivision</i>	126
■ <i>La durée de la convention d'indivision</i>	126
■ <i>Le contenu de la convention d'indivision</i>	126
<b>3 – La gestion de l'indivision par un mandataire</b>	<b>127</b>
■ <i>Le mandat à effet posthume</i>	127
a) Les conditions	127
b) Le fonctionnement	127
■ <i>Le mandat conventionnel</i>	128
a) Les conditions	128
b) Le fonctionnement	128
■ <i>Le mandat judiciaire</i>	129
a) Les conditions	129
b) Le fonctionnement	129

## PARTIE 6

### La liquidation de la succession

<b>Chapitre 18 – Le calcul de l'actif net de la succession</b>	<b>133</b>
<b>1 – L'actif brut de la succession</b>	<b>133</b>
■ <i>Les biens existants</i>	134
■ <i>Les dettes des héritiers envers la succession</i>	134

<b>2 – Le passif brut de la succession</b>	<b>134</b>
■ <i>La composition du passif successoral</i>	135
■ <i>Les personnes tenues au passif successoral</i>	135
a) <i>L'obligation au passif successoral</i>	135
b) <i>La contribution au passif successoral</i>	135
<b>Chapitre 19 – La protection de la réserve</b>	<b>137</b>
<b>1 – Le rapport des libéralités</b>	<b>137</b>
■ <i>Les libéralités concernées</i>	137
■ <i>Les personnes concernées par le rapport</i>	139
a) <i>Les créanciers du rapport</i>	139
b) <i>Les héritiers tenus de rapporter</i>	139
c) <i>La réalisation du rapport</i>	139
<b>2 – L'imputation des libéralités</b>	<b>141</b>
<b>3 – La réduction des libéralités</b>	<b>142</b>
■ <i>Les conditions de l'action en réduction</i>	142
■ <i>La mise en œuvre de l'action en réduction</i>	142
a) <i>L'ordre des réductions</i>	142
b) <i>Le principe de la réduction en valeur</i>	143
c) <i>L'exception : la réduction en nature</i>	143
■ <i>La renonciation à l'action en réduction</i>	144
<b>Chapitre 20 – Les particularités de la liquidation des droits du conjoint survivant</b>	<b>145</b>
<b>1 – L'actif net de succession en présence d'un conjoint survivant</b>	<b>145</b>
<b>2 – La liquidation des droits en pleine propriété</b>	<b>146</b>
■ <i>La détermination de la masse de calcul</i>	146
■ <i>La détermination de l'assiette théorique</i>	146
■ <i>La détermination de la masse d'exercice</i>	147
■ <i>La détermination de l'assiette effective</i>	147

<b>3 – La liquidation des droits en usufruit</b>	<b>148</b>
■ <i>Les modalités de calcul des droits en usufruit</i>	148
■ <i>La conversion de l'usufruit</i>	148
a) <i>Le domaine de la conversion de l'usufruit en rente viagère</i>	148
b) <i>Les modalités de la conversion de l'usufruit en rente viagère</i>	149
c) <i>Les effets de la conversion de l'usufruit en rente viagère</i>	149
<b>Chapitre 21 – Le partage</b>	<b>151</b>
<hr/>	
<b>1 – La demande en partage</b>	<b>151</b>
■ <i>Le droit de demander le partage</i>	151
■ <i>Les demandeurs au partage</i>	152
■ <i>Les biens objets du partage</i>	152
<b>2 – La forme du partage</b>	<b>152</b>
■ <i>Le partage amiable</i>	152
■ <i>Le partage judiciaire</i>	153
a) <i>Le domaine des partages judiciaires</i>	153
b) <i>La procédure de partage judiciaire</i>	153
<b>3 – La formation des lots</b>	<b>154</b>
<b>4 – Les effets du partage</b>	<b>155</b>
<b>Bibliographie</b>	<b>157</b>

## Liste des principales abréviations

al.	alinéa
art.	article
C. assur.	Code des assurances
C. civ.	Code civil
C. mon. fin.	Code monétaire et financier
CPC	Code de procédure civile
C. rur.	Code rural
CSP	Code de la santé publique
L.	Loi
SMIC	Salaire minimum interprofessionnel de croissance

